



Conseil politique :
**sur la mise en
œuvre du
Nouvel agenda
urbain**

CONSEILLER·E·S POLITIQUES

Coprésident · e · s

Carlos Martínez, maire de Soria (Espagne), envoyé de la Présidence de CGLU sur le Nouvel agenda urbain

Ilsur Metshin, maire de Kazan (Fédération russe), président de CGLU-Eurasie, président du Comité consultatif des autorités locales auprès des Nations unies (UNACLA)

Thembisile Nkadimeng, maire de Polokwane (Afrique du Sud), présidente de l'Association des gouvernements locaux d'Afrique du Sud (SALGA), coprésidente de CGLU

Damià Calvet, conseiller au territoire et au développement durable du gouvernement de Catalogne, président d'INCASOL (Espagne)

Gabriel Cruz, maire de Huelva (Espagne)

Peter Kurz, maire de Mannheim (Allemagne)

Miguel Lunghi, maire de Tandil (Argentine)

Ilia Nozhechkina, président du Conseil municipal d'Oulianovsk (Fédération russe)

Alejandra Rodenas, vice-gouverneure de la province de Santa Fe (Argentine)

Mohammed Saadie, maire de Deirnbouh (Liban), président de l'Union des municipalités de Dannieh, vice-président de CGLU pour MEWA

Stephany Tan, conseillère municipale de Catbalogan (Philippines)

Berry Vrbanovic, maire de Kitchener (Canada), trésorier de CGLU



BRIEFING

Le **Nouvel agenda urbain** est une pierre angulaire de l'agenda du développement. Des territoires autonomes, inclusifs et résilients, qui sont en plus ouverts et redevables auprès de leurs communautés, sont essentiels pour la réalisation de l'Agenda 2030 et de tous les objectifs mondiaux.

La capacité de réalisation et l'évolution des politiques urbaines nationales et internationales seront essentielles non seulement pour le rôle des gouvernements locaux dans le développement, mais aussi pour l'espace fourni au mouvement municipal international dans les politiques de développement. A la veille de la première revue du Nouvel

agenda urbain de la part des Etats membres, CGLU devra jouer un rôle important pour suivre les progrès de la mise en œuvre, mais aussi pour partager des contributions auprès d'UNACLA et ONU-Habitat. En tant qu'organisatrice de l'Assem

blée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, CGLU devra être prête à contribuer aux débats internationaux dans ce nouveau contexte de COVID.